

Les Vingt-sept envoient un message positif à Theresa May

Union européenne Les Etats membres restant dans l'UE ont consenti de mener des discussions internes sur leur future relation avec Londres.

Nonante secondes. Il n'aura pas fallu plus de temps aux vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement européens pour adopter, ce vendredi lors d'un sommet à Bruxelles, leurs conclusions sur l'état des négociations sur le Brexit. *"Cela s'est fait avant même que la discussion proprement dite commence. C'est une manière de montrer que nous sommes si unis que nous nous mettons d'accord en quelques secondes"*, admet un insider.

Même si les discussions sur les modalités du divorce patinent, les leaders européens ont tâché de faire preuve de bonne volonté en acceptant de réfléchir, de leur côté, aux contours de leur future relation avec Londres. La preuve que l'optimisme quant à la possibilité de boucler la première phase des négociations avant décembre était au rendez-vous. *"Les rumeurs d'un blocage entre l'UE et le Royaume-Uni sont exagérées"*, a déclaré le président du Conseil européen Donald Tusk, tout en précisant que son rôle était d'installer *"un climat positif"* pour mener à bien les discussions. *"Dire qu'il n'y a pas eu de progrès suffisants dans les négociations ne veut pas dire qu'il n'y a pas de progrès du tout"*, a renchéri Jean Claude Juncker, président de la Commission européenne. Il n'a pas manqué toutefois de lancer une piqûre aux *"Brexiters"*. *"Ceux qui plaident la cause du 'no deal' au Royaume-Uni n'expliquent pas ce que cela veut dire en détail. C'est une façon britannique de faire de la pédagogie collective. Personne n'avait expliqué aux Britanniques ce qu'un Brexit voudrait dire."*

"Nous n'avons pas fait la moitié du chemin"

L'idée était de donner une tape dans le dos de la Première ministre britannique, Theresa May – déjà très affaiblie au sein de son parti conservateur – qui a récemment adouci sa position dans l'espoir d'amadouer ses homologues européens. *"Nous devons travailler ensemble pour arriver à un résultat que nous pouvons soutenir et défendre devant nos concitoyens"*, a-t-elle plaidé ce vendredi, après avoir été invitée à quitter la table du sommet pour laisser les Vingt-sept discuter, entre eux, du Brexit.

Lors de son discours prononcé en septembre à Florence, Madame May avait enfin assuré que *"le Royaume-Uni honorera les*

engagements qu'il a pris quand il était membre" de l'UE – entendez : qu'il payera la facture du divorce dont le montant reste à déterminer. Une promesse réitérée ce vendredi. *"Je ne veux pas que nos partenaires aient peur de devoir payer plus ou recevoir moins sur le budget en cours à cause de notre décision de partir"*.

Des paroles accueillies avec grand enthousiasme du côté de l'Union européenne, mais qui doivent encore être concrétisées. *"Nous sommes loin du compte sur les engagements financiers"*, a estimé ce vendredi le président français Emmanuel Macron, jugeant qu'il restait *"un effort important à faire de la part du Royaume-Uni"*. *"Nous n'avons pas fait aujourd'hui la moitié du chemin"*, a-t-il ajouté. Même constat du côté du Premier ministre belge Charles Michel : *"Jeudi soir, tout n'était pas clair, notamment au niveau financier ou pour les droits des citoyens"*, a-t-il considéré, précisant que pour *"prendre des décisions à deux, il faut être deux"*.

Si les Vingt-sept ont donc fait un (tout petit) geste envers Londres, leur position n'a pas changé d'un iota : tant que les trois as-

pects cruciaux du divorce (les droits des citoyens expatriés, la frontière irlandaise et les engagements financiers de Londres envers l'UE) n'auront pas été réglés, pas question de discuter avec le Royaume-Uni de la période de transition et des futures relations commerciales.

"Les rumeurs d'un blocage entre l'UE et le Royaume-Uni sont exagérées."

Donald Tusk

Président du Conseil européen

Entre-temps, les Etats membres s'efforcent de s'entendre, de la façon la plus maniérée qui soit, sur la relocalisation des deux agences européennes qui devront quitter Londres suite au Brexit. Vendredi, le Premier ministre estonien Juri Ratas, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, s'est donc contenté de faire le point sur la question. *"Les Etats membres s'entendent sur deux critères : le fait qu'il faut respecter un certain équilibre géographique et assurer la continuité des opérations"*, explique une source européenne. *"On ne peut pas se permettre de débattre cinq ans sur l'endroit où s'installeront les agences. Il y aura donc un vote, le résultat sera respecté. Nous devons maintenir l'unité"*, insiste une autre.

Maria Udrescu

Le Brexit polarise plus que jamais les Britanniques

Tristan de Boubon
Correspondant à Londres

Alors Premier ministre, David Cameron avait organisé le référendum sur l'Europe afin de régler une fois pour toutes la question de l'appartenance à l'Union européenne, qui divise depuis les années 1970 le parti conservateur. Il espérait mettre ainsi un terme aux ambitions souverainistes des eurosceptiques.

Pas loin d'un an et demi après ce vote historique, l'ancien responsable conservateur sera surtout parvenu à diviser la société britannique. *"Des amis ont voté pour sortir de l'UE, d'autres pour y rester mais je n'ai pas rompu avec le moindre d'entre eux, ce qui est assez exceptionnel : le Brexit s'est en effet révélé très polarisant"*, raconte Andrew Richardson.

Nul n'est mieux placé pour le savoir que cet ancien politicien, conseiller municipal conservateur à Douvres entre 1998 et 2011, avant de se faire

réélire sous la bannière des eurosceptiques de l'Ukip en 2015. Il jugeait, et juge toujours, l'UE *"pas assez démocratique"* et *"trop éloignée des préoccupations des gens"*. Après avoir initialement fait campagne en faveur du Brexit, il s'est pourtant laissé convaincre par les arguments économiques du camp du maintien dans l'UE et a finalement voté pour rester dans l'institution européenne. Un comble pour le chef de file Ukip de sa ville, qui a d'ailleurs démissionné de sa fonction d'élu en février. Aujourd'hui, *"l'incompétence du gouvernement, qui nous dirige tout droit vers un Brexit sans accord avec l'UE"*, lui fait d'autant moins regretter son choix. Preuve des tensions persistantes autour de cette problématique, il admet pourtant

“se tenir éloigné des réseaux sociaux car si je publie quelque chose, je ris- que de déclencher la troisième guerre mondiale sur ma page Facebook. D’un côté, les partisans du Brexit craignent qu’on les empêche de sortir de l’UE, de l’autre les partisans du maintien restent très en colère. C’est vraiment dommage que les gens n’arrivent plus à débattre.”

Statu quo

Cette situation est relativement généralisée. Alan Wheatley a coupé tout contact avec plusieurs amis de longue date qui ont voté pour sortir de l’UE. *“Je ne connais pas une seule per- sonne qui a changé d’avis depuis le référendum et il ne peut donc pas y avoir de discussion sereine”,* raconte ce très expérimenté journaliste économique. *“Au contraire, les gens sont persuadés de la justesse de leur choix initial. Moi même, je me sens toujours britanni- que européen et je pense plus fortement que jamais que le Brexit provoquera le déclin économique de notre pays, même si je reconnais que le désastre écono- mique immédiat annoncé en cas de vote en faveur du Brexit n’a pas eu lieu.”*

Les différents sondages d’opinion publiés depuis le 23 juin 2016 confirment le statu quo au sein de la population britannique. Et ce même si la semaine dernière l’institut Yougov a annoncé que 42 % des Britanniques soutenaient le Brexit et que 47 % s’y opposaient. Des chiffres considérés comme peu fiables car se situant dans la marge d’er- reur, même si les analystes recon- naissent *“un léger mouvement vers le regret”*. Un mouvement sans doute motivé par les récentes et peu rassurantes données économiques et les difficiles négociations entre Londres et Bruxelles.

Le discours optimiste – certains diront menson-

ger ou fantasmé – du ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, qui promet *“un avenir grandiose”* au Royaume-Uni et aux Britanniques leur grandeur retrouvée, continue néanmoins de convaincre les électeurs qui se sont pronon- cés pour le Brexit. *“Nous savons que ce sera dur à court terme, nous le savions en votant pour sortir, et notre vie ne s’est effecti- vement pas améliorée du jour au lendemain”,* admet Uel Hardy, qui vit à Belfast, la capitale de l’Irlande du Nord. *“Les incertitudes actuelles n’ont pas fait changer d’avis mes amis qui ont voté comme moi pour sortir de l’UE. Sur le long terme nous serons gagnants.”*

Rien à perdre

Pour Steve Fenton, professeur de sociologie à la retraite de l’université de Bristol, *“ce ressentiment envers l’UE a rassem- blé des gens mécontents de leur quotidien. Et en particulier les personnes âgées, bercées par les souvenirs de l’Empire, les petits*

bourgeois des zones côtières, qui ont subi de plein fouet le déclin de l’activité touristique de ces régions, ainsi que les Britanni- ques les moins éduqués, ayant du mal à trouver du travail alors qu’ils possédaient autrefois un emploi sûr dans les industries lourdes et la manufacture.” Sans perspectives réjouissantes, estimant n’avoir rien à perdre, ils ont perçu en ce référen- dum l’occasion de bouleverser la donne et de redonner une chance à tous. Même si certains ont du mal à l’admettre, le vote en faveur du Brexit était donc aussi un vote d’espoir.